

DANS L'ACTUALITE du 3 au 13 février 2017

**Textes officiels**

JORF n° 0037 du 12 février 2017

Validation du programme « Economies d'énergie dans les TEPCV » comme programme d'innovation en faveur de la maîtrise de la demande énergétique dans le cadre de la troisième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie

[Arrêté du 9 février 2017 portant validation du programme « Economies d'énergie dans les TEPCV » dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie](#)

JORF n° 0034 du 9 février 2017

Changement du nom de communes

[Décret n° 2017-149 du 7 février 2017 portant changement du nom de communes](#)

Mesures de classification qui accompagnent la délivrance du visa d'exploitation cinématographique

[Décret n° 2017-150 du 8 février 2017 relatif au visa d'exploitation cinématographique](#)

JORF n° 0032 du 7 février 2017

Définition des exigences relatives à l'élaboration, à la mise à jour et au contenu des plans d'intervention et de sécurité ci-après dénommés « PIS » à mettre en œuvre sur le réseau ferré national ainsi que des conditions d'activation de ces plans

[Arrêté du 30 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 12 août 2008 pris en application de l'article 13 du décret n° 2006-1279 du 19 octobre 2006 et relatif aux PIS](#)

JORF n° 0029 du 3 février 2017

Poursuite d'activité temporaire d'une installation fonctionnant sans l'autorisation environnementale requise

[Ordonnance n° 2017-124 du 2 février 2017 modifiant les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2017-124 du 2 février 2017 modifiant les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement](#)

### **Projet de loi**

Le Sénat rejette le projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain

Par 188 voix contre 142 le Sénat adoptait le 7 février 2017 une motion opposant la question préalable au projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain. Le texte n'est donc pas adopté.

[Projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, rejeté en Nouvelle lecture par le Sénat le 7 février 2017, TA n° 78](#)

[Jeudi 16 février en fin de matinée, éventuellement, l'Assemblée examinera en lecture définitive le projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain](#)

### **Jurisprudence**

Précision du Conseil d'Etat relative à une association culturelle pouvant être titulaire d'un BEA et nouvel exemple de possibilité de régularisation d'un contrat illégal (mention de l'affectataire).

[CE 10 février 2017 \*Ville de Paris\*, req. n° 395433](#)

Installations photovoltaïques et condition selon laquelle les constructions et installations ne doivent pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole -

[CE 8 février 2017 \*ministre du logement et de l'habitat durable\*, req. n° 395464](#)

Prescription décennale de la méconnaissance du droit de l'urbanisme par une construction pour l'octroi d'une nouvelle autorisation d'urbanisme (L. 111-12 du code de l'urbanisme, devenu art. L. 421-9).

[CE 3 février 2017 M. A., req. n° 373898](#)

La condition suspensive tenant à la délivrance d'un permis de construire ne peut être stipulée dans l'intérêt exclusif de l'acquéreur

[CE 3 février 2017 commune de Pont-Saint-Martin, req. n° 403846](#)

Construction en zone AU - Délivrance des permis de construire subordonnée à la réalisation préalable et au fur et à mesure des équipements internes à l'opération

[CE 30 janvier 2017 Montpellier Méditerranée Métropole, req. n° 395167](#)

Délai de recours contentieux à l'encontre d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable ou d'un permis de construire, d'aménager ou de démolir

[CE 30 janvier 2017 M. B., req. n° 394206](#)

Modulation du montant des pénalités de retard dans un marché public de travaux

[CAA Versailles 26 janvier 2017 société SACIEG, req. n° 15VE00969](#)

Permis assorti de réserves ou de conditions : permis de construire en bord de falaise et zone constructible

[CAA Bordeaux 17 janvier 2017 société civile immobilière \(SCI\) Cours Julien, req. n° 15BX02883](#)

Demande de permis de construire sur un terrain situé dans le champ de visibilité d'un monument historique

[CAA Bordeaux 17 janvier 2017 M.B., req. n° 15BX01456](#)

## Vu par ailleurs

Contrats publics

### Réforme des marchés publics : un bilan assez positif pour l'ingénierie

Malgré les inquiétudes initiales, les premiers retours sur les effets les plus marquants de la réforme des marchés publics rassurent plutôt Syntec-Ingénierie. Son application a révélé quelques bonnes surprises comme une pratique sécurisée du sourcing, même si des marges de progrès subsistent notamment pour la modification des contrats en cours.

Source : le Moniteur du 09/02/2017

### Réduction du montant payé directement au sous-traitant : la modification du sous-traité s'impose

La modification, par le maître d'ouvrage public et l'entreprise principale, de l'acte spécial de sous-traitance, ne saurait faire échec à l'application du contrat de sous-traitance. Le Conseil d'Etat souligne qu'en pareil cas, c'est ce contrat qu'il faut retoucher pour pouvoir appliquer au sous-traitant une réduction de son paiement direct.

Source : le Moniteur du 07/02/2017

Urbanisme

### Cinq urbanistes pour repenser la façade maritime de la Joliette à Marseille

L'EPA Euroméditerranée et le Grand port maritime de Marseille ont retenu cinq urbanistes pour imaginer le futur visage de la façade maritime de la Joliette ; une interface ville-port, sujet de nombreux débats entre les deux établissements publics.

Source : le Moniteur du 08/02/2017

### Roland-Garros: le tribunal administratif valide les permis de construire

Le 2 février, le tribunal administratif de Paris a rejeté les requêtes contre le projet de modernisation du stade de la Porte d'Auteuil. Les travaux peuvent se poursuivre.

Source : le Moniteur du 03/02/2017

Environnement

Démocratie participative environnementale : un projet de décret en consultation

[Un projet de décret, soumis à la consultation du public jusqu'au 3 mars, devrait rendre plus effectifs le processus d'élaboration des projets et l'information et la participation du public correspondantes.](#)

Source : le Moniteur du 07/02/2017

Exploitation d'une installation sans autorisation environnementale : des conditions de régularisation plus sévères

[Une ordonnance du 2 février 2017 encadre plus strictement les conditions dans lesquelles l'autorité administrative peut autoriser la poursuite d'activité d'une installation irrégulière.](#)

Source : le Moniteur du 03/02/2017

### **Vu dans les revues**

AJDA n° 5-2017 du 13 février 2017 p. 262, *SEML et in house : le désordre ?*, par Jean-François Sestier

AJDA n° 5-2017 du 13 février 2017 p.279, *La justice administrative de demain selon les décrets du 2 novembre 2016 – Quelles avancées, quels reculs ?*, par Florian Poulet

AJDA n° 4-2017 du 6 février 2017 p.231, *Ni reconduction tacite, ni indemnisation expresse*, par Guylain Clamour

AJDA n° 4-2017 du 6 février 2017 p.234, *L'adhésion du Tribunal des conflits à une vision extensive de la théorie de la domanialité publique virtuelle*, par Marjolaine Monot-Fouletier

Semaine Juridique Administrations et collectivités territoriales du 6 février 2017, *Sur la constitutionnalité de la « servitude Montagne »*, par Philippe Yolka

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales du 30 Janvier 2017, *Chronique de droit des contrats publics – Droit commun des contrats publics*, par Julien Martin et Gilles Pellissier

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales du 6 Février 2017, *Droit des contrats publics spéciaux*, par Julien Martin et Gilles Pellissier

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales du 13 Février 2017, *La constructibilité en zone agricole littorale*, par Thomas Gilliocq,

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales du 13 Février 2017, *Molière, les marchés publics et le travailleur détaché*, par Loïc Robert

Contrats et Marchés publics n° 2, Février 2017, *Des nouvelles des biens de retour : quatre ans d'application de la jurisprudence « Commune de Douai »*, par François Llorens et Pierre Soler-Couteaux,